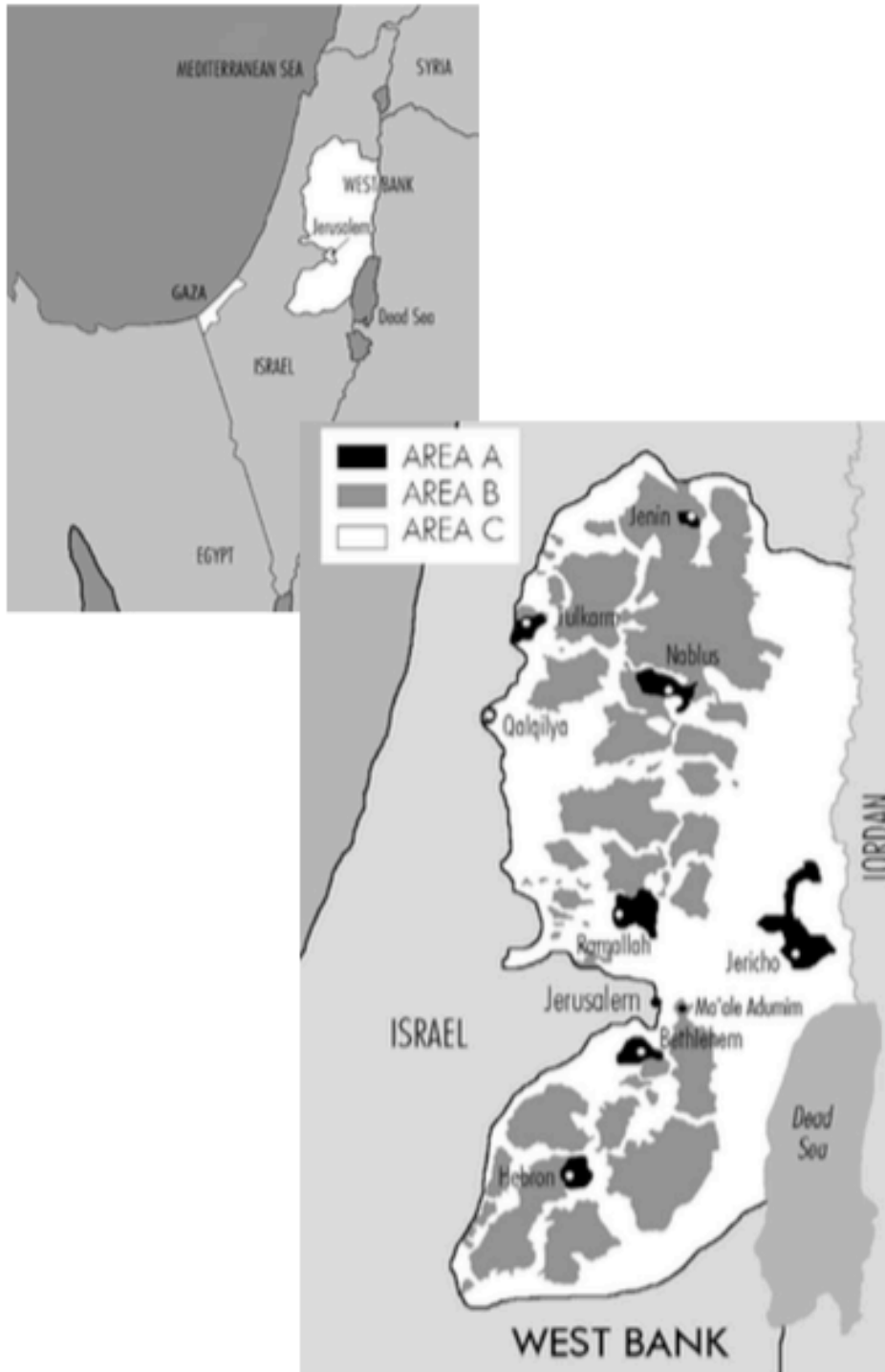


Palestine

Angela Godfrey-Goldstein



Après 1948, année où Israël proclame son indépendance, les Bédouins Jahalin ainsi que quatre autres tribus du désert du Néguev (al-Kaabneh, al-Azazmeh, al-Ramadin et al-Rshaida) trouvent refuge en Cisjordanie, alors contrôlée par la Jordanie. Semi-nomades, ils vivent de l'agriculture et de l'élevage dans les zones rurales situées autour d'Hébron, de Bethleem, de Jérusalem et de Jéricho, ainsi que dans la vallée du Jourdain. Ces régions font aujourd'hui partie de ce que l'on nomme la zone C du Territoire palestinien occupé. La zone C, provisoirement attribuée à Israël en 1995 par les Accords d'Oslo et qui devait être supprimée en 1998, représente 60% de la Cisjordanie. C'est là que se trouvent la totalité des colonies israéliennes, les parcs industriels, les bases militaires, les champs de tir, les réserves naturelles et les routes réservées aux colons israéliens, tous sous contrôle de l'armée israélienne.

Au fil des années, Israël a dépossédé les Palestiniens d'environ 200 000 hectares de territoire, comprenant des terres cultivées et des pâturages, qui sont ensuite généreusement alloués aux colonies. Plus de 600 000 colons israéliens vivent en Cisjordanie (incluant Jérusalem Est) au sein de plus de 200 colonies, bénéficiant de presque tous les droits et privilèges des citoyens israéliens vivant en Israël proprement dit, à l'intérieur de la ligne verte.¹

La situation des Bédouins palestiniens réfugiés en 1948, soit environ 27 000 éleveurs vivant totalement sous le contrôle de l'armée israélienne dans la zone C (60% de la Cisjordanie, où sont actuellement regroupés environ 400 000 colons israéliens), constitue une crise humanitaire majeure, qui s'est encore nettement aggravée en 2016. Les plus vulnérables sont les 7 000 Bédouins (dont 60% d'enfants) qui vivent dans 46 petites communautés à la périphérie de Jérusalem. Leurs installations (abris, enclos pour chèvres, citernes, écoles) financées par la communauté des donateurs sous forme d'aide humanitaire sont délibérément visées et les déplacements forcés imposés par les autorités israéliennes restent une menace constante.

2018 a été une année particulière pour le village bédouin Al Khan al-Ahmar.

Comme indiqué dans les éditions précédentes de *Monde Autochtone*, Al Khan al-Ahmar est emblématique de la politique menée par Israël consistant en occupation, accaparement des terres, déplacements forcés et non-reconnaissance des droits des Palestiniens dans la zone C des territoires occupés. En 2018, le village et son école construite en pneus et en boue ont fait l'objet d'une campagne de soutien international qui – jusqu'à présent – a empêché sa démolition.

Les menaces à l'encontre du village bédouin Al Khan al-Ahmar

Deux fois en 2018, les bulldozers et les forces de l'armée, les policiers anti-émeute et la police des frontières ont pénétré dans le village, qui a été forcé de les « accueillir » étant déclarée zone militaire interdite en prévision de sa démolition. Des centaines d'activistes non-violents sont venus en solidarité dormir sur place – certaines nuits au moins 200 - et ont été violemment attaqués par la police anti-émeute. Les violences ont culminé pendant les manifestations du vendredi, qui suivaient les prières en commun. Ces manifestations ont

été organisées par des comités populaires non-violents palestiniens, soutenues par des milliers de Palestiniens, Israéliens, étrangers, dirigeants politiques palestiniens, chefs religieux et ministres de haut niveau de l'Autorité palestinienne. En dépit des délais prévoyant la démolition du village et de son école emblématique dans les jours suivants, la démolition a été à plusieurs reprises évitée à la dernière minute ou reportée. Al Khan tient toujours debout.

Deux fois en 2018 la Haute Cour d'Israël a rejeté les pétitions des habitants bédouins, ainsi qu'un recours contre une décision autorisant la démolition, le juge de la Cour Suprême, Noam Sohlberg lui-même un résident de Alon Shvut, (une colonie illégale selon le droit international) et sioniste religieux, statuant dans sa décision que les constructions étaient illégales, n'ayant pas fait l'objet d'un permis de construire délivré par l'armée, et qu'elles pouvaient par conséquent être démolies.

Les écoles cibles privilégiées des démolitions

Dans la zone C, 300 000 Palestiniens sont privés de droits civils, notamment du droit à l'éducation. Au contraire, quelques 42 écoles² de la Zone C font l'objet d'ordres de démolitions ou de fermeture, Israël entravant le développement palestinien³, alors que les colonies israéliennes voisines poursuivent leur extension et empêchent ainsi toute viabilité future à l'État palestinien. Par exemple quand Alistaire Burt, Secrétaire d'Etat britannique chargé du Moyen-Orient, a visité Al Khan al-Ahmar et son école, la colonie israélienne voisine, Kfar Adumim, a indiqué qu'elle projetait de construire 92 nouvelles maisons sur la colline surplombant Al Khan al-Ahmar. Même les Bédouins propriétaires de terrains sont victimes de démolitions et n'arrivent pas à obtenir des permis de construire sur leurs terres.

La culture bédouine n'est pas consumériste. Elle est durable même dans les conditions rudes du désert. Les Bédouins ont un mode de vie semi-nomade étroitement en harmonie avec la nature ; ils sont attachés à la liberté, dotés d'un cœur ouvert et accueillant, d'intelligence, de force spirituelle, de simplicité, d'honnêteté, de confiance et d'une hospitalité généreuse. Leur proximité avec la nature et les lois naturelles influence leurs normes culturelles, qui partagent de nombreux traits communs avec d'autres cultures autochtones dans le monde. Israël a cependant toujours refusé aux Bédouins le statut de peuple autochtone, et les nomme péjorativement « nomades » afin de les déposséder de leurs droits fonciers.

La Cour pénale internationale

Confrontée à la politique d'occupation et de « diviser pour régner » visant délibérément à l'affaiblir, la culture bédouine est attaquée. La campagne pour Al Khan al-Ahmar ne représente pas seulement une lutte pour la reconnaissance des droits des Bédouins en tant que réfugiés. C'est aussi une campagne pour empêcher les déplacements forcés vers des localisations semi-urbaines, qu'Israël prévoit soit près d'une décharge, soit près d'une station d'épuration, ou sur des terrains privés appartenant à des Palestiniens, et dont les impacts seront désastreux pour leur culture.

Les déplacements forcés et la mise en place d'un environnement coercitif sous occupation

militaire forcent les gens à partir, comme s'ils le faisaient de leur plein gré, dans le respect des principes de Consentement préalable, libre et informé (CPLI). Ces politiques sont déjà identifiées par la Cour pénale internationale (CPI) - qui a été saisie afin d'empêcher ces déplacements précisément, classés en crimes de guerre.

La déclaration⁴ de la procureure générale de la CPI, la juge Fatou Bensouda, le mercredi 16 octobre, explique sans doute que la démolition n'ait pas eu lieu comme prévu. Elle a déclaré, notamment:

Je suis de près le projet d'éviction de la communauté bédouine de Kan al Ahmar, en Cisjordanie. L'évacuation forcée semble maintenant imminente, et avec elle la perspective d'une escalade de la violence. Il convient de rappeler, d'une manière générale, que la destruction de masse de biens sans nécessité militaire et le transfert de population dans un territoire occupé constituent des crimes de guerre selon le Statut de Rome. (...) En tant que procureure saisie de la situation en Palestine, je me vois obligée de rappeler à toutes les parties que cette situation fait l'objet d'un examen préliminaire par mon Bureau. Je surveille de près l'évolution de la situation sur le terrain et n'hésiterai pas à prendre les mesures appropriées, dans les limites de l'exercice impartial et indépendant de mon mandat conféré par le Statut de Rome, et dans le respect du principe de complémentarité.

La solidarité internationale

Cette déclaration a été faite au moment où les manifestations contre la démolition étaient les plus violentes. Sur une vidéo⁵ on peut voir que la police anti-émeute israélienne a testé de nouveaux pistolets Taser⁶ commandés à distance et que les manifestants ont dû être évacués par ambulances (dont l'accès a été retardé par l'armée) à cause de problèmes cardiaques ou de crises d'épilepsie. Pendant ces mêmes manifestations, une jeune femme bédouine a été violemment arrêtée, son foulard arraché en public, et d'autres manifestants ont été violentés. Ces scènes ont été diffusées dans le monde entier, provoquant l'indignation dans le monde musulman, spécialement pendant les prières du Vendredi suivant.

Les propos sévères qu'aurait adressés la chancelière allemande Angela Merkel au premier ministre Benjamin Nathanyou au cours de sa visite en Israël sur la question de la démolition de Al Khan al Ahmar peuvent aussi avoir empêché celle-ci. *Jahalin Solidarity* a organisé une manifestation de 18 écoliers bédouins⁷ de « l'école en pneus » à l'extérieur de la résidence officielle du Président d'Israël pendant que la chancelière Merkel y déjeunait. Une lettre⁸ de *Jahalin Solidarity*, copie de celle remise à Ses Altesses Royales le roi Abdullah et la reine Rania de Jordanie lors de l'Assemblée générale des Nations Unies en septembre, a été remise à Madame Merkel par l'ambassadeur d'Allemagne et traduite en allemand pour une large diffusion en Allemagne. De même, un appel lancé en ligne⁹ auprès de la chancelière a connu une diffusion virale sur Facebook.

Début novembre, le rapporteur spécial des Nations-Unies sur les droits de l'homme dans les territoires occupés, le Professeur Michael Lynk, a écrit une importante tribune d'opinion, publiée au niveau international dans Newsweek¹⁰.

Il y écrit :

Le sort tragique de Khan al-Ahmar fait partie intégrante des propensions annexionnistes d'Israël, qui ont des conséquences inquiétantes pour le futur. Israël se dépêche de consolider ses revendications de souveraineté en annexant partie ou toute la Cisjordanie. Elle a déjà annexé Jérusalem Est en 1967, un geste que la communauté internationale a condamné comme illégal et n'a pas reconnu à ce jour. La Cisjordanie est bien dans sa ligne de mire. (...)

Mihael Sfar, un éminent avocat israélien des droits de l'homme, a écrit récemment que le but d'Israël (...)

« est clair : un seul Etat pour deux peuples, mais un seul ayant la citoyenneté et des droits civils ». En dépit du constat permanent du non-respect des directives de la communauté internationale, il a rarement payé le prix de sa désobéissance, et son désir de pérenniser ses ambitions annexionnistes à Jérusalem Est et en Cisjordanie est resté largement incontrôlé. Ces dernières cinquante années, la communauté internationale a joué aux dames pendant qu'Israël jouait aux échecs.

Hélas, ni le droit international ni les résolutions des Nations Unies ne sont exécutoires. C'est seulement à la condition que les Nations Unies prennent une mesure décisive affirmant que soit Israël annule ses annexions et renonce à ses occupations soit elle se prépare à supporter les répercussions d'une responsabilité au niveau international, que nous ferons un pas vers la paix au Moyen Orient¹¹.

Ce qui précède confirme l'implication des institutions internationales telles que les Nations Unies et la Cour pénale internationale, des gouvernements tels que le Royaume Uni et la France qui ont apporté leur soutien à la campagne contre la démolition. Des diplomates postés à Jérusalem, Ramallah et Tel Aviv ont également rendu des visites de solidarité, notamment le chef de mission de l'UE, comme l'ont fait le bureau de la délégation des relations avec la Palestine du Parlement européen et des membres du parlement d'autres pays ; le représentant de la Fédération de Russie a fait des visites en plusieurs occasions, où il a travaillé auprès des médias. La campagne en cours implique aussi des lobbyistes du Congrès des Etats-Unis (*Rebuilding Alliance* et *J Street*) qui ont adressé des lettres signées par des membres du Congrès au Président Trump, de même *Jahalin Soidarity* a réussi, en diffusant de courts films¹² dans sa campagne sur les réseaux sociaux¹³, à obtenir que 100 membres du Parlement britannique signent la motion de résolution 1169¹⁴, poussés à agir par les milliers de lettres et de tweets d'électeurs sensibilisés par la campagne en ligne.

Une fois initiée, la campagne a été soutenue par de nombreux militants de la société civile et par des ONG : le Conseil pour l'entente arabo-britannique (CAABU), *Palestine Solidarity Campaign*, *Medical Aid for Palestine*, *Labour2 Palestine* au Royaume Uni, *Jewish Voice for peace*, *J Street* et *Rebuilding Alliance* aux Etats-Unis. A Bruxelles, des militants ont obtenu un vote du Parlement européen¹⁵ enjoignant Israël à ne pas démolir Al Khan al -Ahmar et son école. De même, des États membres du Conseil de Sécurité ont publié une déclaration¹⁶. En Israël et en Palestine également, une organisation telle que B'Tselem a soutenu la campagne de *Jahalin solidarity*, en lui donnant plus de visibilité par la rediffusion de ses

tweets, en faisant référence à *Jahalin Solidarity* dans ses points d'information sur le terrain, tout en diffusant ses propres éditoriaux¹⁷ appelant à une clarification¹⁸ de la part de l'Union européenne ou en faisant référence à Al Khan al-Ahmar lors d'une prise de parole au Conseil de sécurité¹⁹.

De plus, *Jahalin Solidarity* a créé et géré un groupe sur WhatsApp de plus de 250 journalistes internationaux, par lequel les journalistes et militants diffusaient des rapports en temps réel, créant un corpus d'informations dynamique. Cette information a aussi été partagée par plus de cent diplomates, y compris des ambassadeurs, en Israël comme dans les principales capitales. Ce travail se poursuit en 2019 en raison des ordres de démolition qui restent en suspens, et de l'apparition de l'armée le jour de l'an pour informer les Bédouins²⁰ - contrairement à la décision de la Haute Cour d'Israël qui a statué que les démolitions étaient autorisées, mais les déplacements forcés interdits - qu'ils devraient partir bientôt.

Le porte parole de la communauté a reçu un prix de défenseur de la paix

Eid abu Khamis Jahalin, dont la contribution de longue date est immense en tant que défenseur du village et de son école, s'est vu décerner le prix de Défenseur de la paix²¹. Il s'est exprimé devant plusieurs parlements à l'étranger, il a reçu des visiteurs chez lui, il a été l'interlocuteur pour sa communauté des avocats, des journalistes aussi bien que de l'armée. Il a subi par conséquent, en tant que leader de sa communauté, une énorme pression, exercée notamment par des militants d'extrême droite qui ont attaqué délibérément son honnêteté en citant ses propos hors de leur contexte dans leurs articles, en donnant une image fautive de lui ou en cherchant à le piéger en se faisant passer pour des journalistes neutres. C'est son *sumud*, sa détermination en lien avec son peuple qui lui a valu, ainsi qu'à l'auteur, son prix décerné par *Rebuilding Alliance* de San Francisco.

Perspectives pour 2019

Jusqu'à présent, Al Khan al-Ahmar et son école construite en pneumatiques et en boue sont toujours là. La pression internationale et l'attention médiatique ont été assez fortes (soutenues considérablement par la solidarité de si nombreux palestiniens qui ont dormi sur place, visité ou organisé la tente de protestation, aussi bien que des Israéliens qui ont joué un rôle fondamental dans cette campagne, ainsi que la présence ininterrompue de nombreux journalistes) pour dissuader le gouvernement. L'année 2019 vient de commencer cependant, des appels à la démolition persistent haut et fort en cette période électorale, et la survie de Al Khan al-Ahmar ne peut être tenue pour acquise, ni sa fonction de « gardien de Jérusalem et de la solution à deux États » (ainsi décrite dans le numéro annuel précédent de *Monde Autochtone*). De plus, même si Al Khan al-Ahmar reste debout et qu'est en quelque sorte mis en échec l'accaparement des terres servant l'expansion des colonies israéliennes, les conditions de vie - et de celles de 300 000 autres Palestiniens vivant en zone C de Cisjordanie, en particulier les communautés de pasteurs dans la vallée du Jourdain et les collines du sud d'Hébron - demeurent atroces. Tout comme le reste les conditions de vie qu'endurent 300 000 Palestiniens dans Jérusalem Est occupé, vivant dans un environnement coercitif privé de tout semblant de droits civiques ou de démocratie.

Notes and références

1. “Expel and Exploit: The Israeli Practice of Taking over Rural Palestinian Land”. B’Tselem, 2016, at <http://bit.ly/2T5xfpq>
2. See HRW at <http://bit.ly/2T5xiBC>
3. See +972 magazine at <http://bit.ly/2SYdyzx>
4. See The International Criminal Court at <http://bit.ly/2SXOLeV>; See +972 Magazine at <http://bit.ly/2T32Zv2>
5. See Video uploaded in Google Drive at <http://bit.ly/2T2Law4>
6. A Taser is an electrical weapon that causes neuromuscular incapacitation. It fires two small barbed darts intended to puncture the skin and remain attached to the target. The darts are connected to the main unit by thin insulated copper wire and deliver electric current to disrupt voluntary control of muscles. <https://en.wikipedia.org/wiki/Taser>
7. See Jahalin at <http://bit.ly/2SW5zDk>
8. See Jahalin at <https://bit.ly/2Sxofd0>
9. See Middle East Eye, “Israeli Campaigners Plea to German Chancellor Angela Merkel” at <http://bit.ly/2SBEFkt>
10. See Newsweek at <http://bit.ly/2SB3VHH>
11. Ibidem
12. See Jahalin at <http://bit.ly/2SZoTij>
13. See Jahalin at <http://bit.ly/2SW5zDk>
14. An early day motion (EDM), in the Westminster system, is a motion, expressed as a single sentence, tabled by Members of Parliament that formally calls for debate “on an early day”. In practice, their main purpose is to draw attention to particular subjects of interest. See the UK Parliament at <http://bit.ly/2T0ullF>
15. See Noa Landau on twitter at <http://bit.ly/2SULRru>
16. See UN Web TV at <http://bit.ly/2Szxc5E>
17. See Haaretz at <http://bit.ly/2SXYYYL>
18. See B’TSELEM at <http://bit.ly/2SS7xVh>
19. Ibidem at <http://bit.ly/2SXERKw>
20. See Jahalin Mailchimp Newsletter at <http://bit.ly/2T0oixn>
21. See The Rebuilding Alliance at <http://bit.ly/2SXFeoo>

Angela Godfrey-Goldstein est directrice de *Jahalin Solidarity*, une organisation palestinienne qu'elle a créée pour soutenir Jahalin Bedouin dans le renforcement de ses capacités et ses activités de plaidoyer, en particulier en ce qui concerne son déplacement forcé, et pour plaider contre l'occupation israélienne. Pendant de nombreuses années, elle a été responsable du plaidoyer pour l'ICAHN - le Comité israélien contre les

démolitions de maisons et chargée du plaidoyer auprès de Jérusalem à la base, après avoir été militante écologiste dans le Sinaï, en Égypte, où elle a vécu pendant quatre ans. Avec Eid abu Khamis Jahalin, elle a été récipiendaire du prix du Peacemaker de Rebuilding Alliance en 2018. Un chapitre qu'elle a écrit sur son travail au cours des 20 dernières années avec les Bédouins a été publié en 2018 par Veritas dans le best-seller de son livre à succès : *Defending Hope Dispatches From The Front Lines In Palestine And Israel*.

Source : IWGIA – The Indigenous World – 2019
Traduction pour le GITPA par **Véronique Hahn de Bykhovetz**